

Rapport sur la question des personnes
enlevées, disparues et détenues au Liban.

Aux différents malheurs, horreurs et destructions qu'ont subi les Libanais avant et pendant l'agression Israélienne est venu^{mb} s'ajouter, ^a après le 14 septembre 1982 - date de l'assassinat de Bachir Gemayel - un élément nouveau : ^m l'enlèvement des milliers de personnes par le parti des phalanges. Cette époque a également été caractérisée par des perquisitions abusives ^{ra} compagne de zotissage, encerclement des quartiers, arrestations massives ^a parmi la population civile, tout cela ^d tu fait de l'autorité légale libanaise et de son organe d'exécution, à savoir l'armée libanaise.

Il est ^m à moter que tous les ^{enlèvements} événements mentionnés ci-dessus se sont produits après l'accès au pouvoir de l'actuel président de la république Amin Gemayel, lui-même membre du bureau politique du ^a parti des phalanges, et chef de la section de Maten Nord.

Sans entrer pour le moment dans les détails, nous pouvons affirmer que le résultat direct de ces opérations se salde par :

- L'enlèvement de 2011 personnes à partir de ^m septembre 1982.
- L'arrestation de 1100 personnes par l'armée libanaise.

Les démarches entreprises auprès des autorités locales, de même que les recours introduits individuellement ^a par les parents des personnes enlevées et détenues, s'étant révélés vains, ces familles décidèrent de se regrouper afin d'entreprendre une démarche commune auprès des autorités responsables.

C'est ainsi que le 24 Octobre 1982 se forma le comité des parents des personnes ⁿ enlevées, détenues et ^a disparues au Liban. Quinze jours plus tard, un second comité fut formé sous le nom de comité de sauvegarde des libertés démocratiques et de la défense des droits des détenus, disparus et enlevés.

Ces deux comités travaillèrent en étroite collaboration et décidèrent au cours de réunions hebdomadaires des modalités d'action et des démarches à entreprendre afin ^d d'obtenir la libération et la réapparition des détenus et enlevés. Signalons dès ^a l'abord que tous les contacts, et toutes les rencontres des deux comités demeurèrent ^c sans aucun résultat.

Les reponses ne furent jamais qu'evasives et aucun obtenu aupres des autorites Libanaises .

Il importe de souligner qu'a cette epoque le premier ministre et ministre de l'Interieur etait lui meme avocat de meme que le president de la Republique .

En outre , sans vouloir vous choquer , les Ministres de la justice et de la Defense se trouvaient etre respectivement l'ancien batonnier de l'ordre des Avocats et l'actuel batonnier de cet Ordre .

Lorsque ces pratiques odieuses d'enlevements et de detentions arbitraires commencerent a etre connues au sein des masses Libanaises et de l'opinion publique internationale et que les protestations commencerent a s'elever pour souligner l'illegalite totale de ces enlevements et arrestation , l'autorite Libanaise se hata de proceder a la promulgation d'un decret-loi , dit decret - loi No 10, habilitant l'armee a proceder a des arrestations chaque fois que , la securite ou les interets de l'Etat sont menaces au leses .

Nous aurons l'occasion de revenir plus tard a ce fameux decret-loi No 10 .

I Nous tenterons maintenant de faire quelques lumieres sur les operations d'enlevements particulierement sur les lieux et les circonstances de ces enlevements ainsi que sur les personnes qui en furent responsables. Certes a partir de 1975 , il y eut de nombreux enlevements massifs de personnes , perpetres par le parti phalangiste et par son organe militaire " les forces Libanaises " dont le chef a l'epoque se trouvait etre Bachir Gemayel . Ces enlevements frapperent des milliers de autres A noter les victimes du sanedi Noir en 1975 .

Certes bien avant la date du 14 septembre 1982 les "forces Libanaises " procederent a des nombreux enlevements parmi la population contrainte a quitter Beyrouth Ouest en raison des bombardements et a chercher refuge a Beyrouth. Est confiants dans le slogan n'empayer du parti phalangiste qu' " tout Libanais serati en securite a Beyrouth est , qu'il y trouvait des freres et non des ennemis " .

Cependant nous commencerons l'historique du probleme des enlevements a partir du 14 septembre 1982 et cela pour 2 raisons :

- Le laps de temps tres court (du 15 au 18 septembre) au cours duquel effectuèrent les operations d enlevement .

- la collaboration etroite de la legalite Libanaise de l epoque d une part et des forces sionistes d autre part .

En ce qui concerne les lieux d enlevement nous nous limiterons a en citer 2 , en raison du nombre eleve de personnes qui furent prises en ces endroits .

Il existe a Achrafie une boulangerie bien connue sous le nom de " Kalkas " alors que le siege de Beyrouth Ouest se poursuivait , des habitants de Ras - el - Nabej privés de cet aliment essentiel et vital qu on appelle " le pain " tenterent de venir en acheter chez " Kalkas " .

En fait de pain , ils ne trouverent que les barrages dresses par les milices armees du parti phalangiste . Certains parmi les Kidnappeurs sont bien connus par les parents des victimes , citons Sami Barsoun dont le pere revela a certains parents et ce dis le deuxieme jour des operations , que leurs fils etaient bien chez les " forces Libanaises " .

Le 15 septembre , la vogue d enlevements toucha au moins 90 personnes . Nous pouvons vous citer leurs noms (Imad Alayan , Issam El Masri , Mouin Abdallah , Imad Arzouni) et disposons d une liste complete de ceux clant il a pu etre etabli au ils avaient ete enleve en cet endroit precis de la ville ,

Enlevements pour des raisons politiques : plusieurs personnes ont ete enleve pour des raisons purement politiques a noter le cas de 3 personnes sou - mentionnees :

Joseph Michel Hnaine a ete enleve par le parti phalangiste arrive a BHAMDOUN a cause de la colloboration etroite de l armee ISRAILIENNE qui occupait dores et deja le village .

Le denomme Hnaine est un Sympatisant du Mouvement National libanais M. Hnaine a ete enleve le 5-7-82 de sou damicile en presence des 2 vaisuis temoins en plus de sa femme et ses 3 enfants . Parmi les 4 deteneurs , le responsable forces libanaises a Bhamdoun Elie Khairallah .

Ceci est le cas d une centaine des personne , chretiennes (Maronites) qui furent enlebees pour leur opinion politique contre les phalangistes A noter l enlevement qui a touche 4 ou 5 personnes d une meme maison et meme famille ex : la famille Abou Rjayli dont M. Anis est l exchef

de municipalite de Bhamdoun Famille Khairallah , chalhoub .
Sajih Sandid , etudiant en medecine en Roumanie , revenant au pays le meme
jour du Kidnaping a ete enleve avec de ses confreres pour la simple
raison qu'ils poursuivaient leurs etudes en Roumanie , ce qui voulait
dire aux yeux des phalanges communistes sans plus sa carte d'identite
musulmane . MOHIDDINE HACHICHOU a ete enleve de son domicile a Saida
par les forces Libanaises pour etant responsable du parti communiste
libanais a Saida .

Acote des 2 premiers , un 3eme type etait tres omnipresent et qui a
marque la plupart des operations d'enlevement , c'est l'enlevement sur
base de carte d'identite (religion) c'est l'enlevement confessionnaliste.
Ce genre d'enlevement a caracterise surtout les operations d'enlevement
a Beyrouthe . !

Ainsi plusieurs centaines de personnes se sont vues privees de liberte
par les " forces Libanaises " pour la simple raison d'appartenir a une
confession musulmane ,

4eme type d'enlevement : Apres les grands massacres du siecle ceux de
Sabra et Chatila qui ont coute la mort a plus de 3500 personnes ,
palestiniennes et Libanaises et qui ont ete l'oeuvre des bourreaux de
l'histoire contemporaine , les milices du parti phalangiste a la suite
de ces massacres ont procede a des enlevements parmi la population
palestinienne et Libanaise dont le nombre s'eleva a 600 (qui sont inscrits
sur la liste du comite des parents) . Ces personnes ont bel et bien
ete transportees dans des connions des 2 camps a la zone est de Beyrouth,
et depuis lors , on n'a rien recu ni entendu sur leur sort , leurs